



Identification : PAC/B24-03712-MD

Émetteur : DG/CEAMAR/SMA/BALE
Repère support : MD

PROJET D'ACCORD-CADRE

**PRESTATION DE TIERCE MAINTENANCE
APPLICATIVE DES APPLICATIONS
SPECIFIQUES**

| Indice | Date | Rédacteur | Approbateur | Approbateur Technique |
|--------|---------|-------------|-------------|-----------------------|
| 0 | 11/2024 | M. DERUELLE | F. PUJOL | M. DUMARCHÉ |



Marché sensible

**COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES
CENTRE DE MARCOULE
30207 BAGNOLS-SUR-CEZE CEDEX**

ACCORD-CADRE N°: 4001XXXXXX / XXXXX

OBJET : Prestation de Tierce Maintenance Applicative des applications spécifiques

Entre,

LE COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES, établissement à caractère scientifique, technique et industriel, dont le Siège est situé au Bâtiment Le Ponant D – 25 rue Leblanc à Paris 15ème, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS PARIS B 775 685 019, représenté par M. Michel BEDOUCHE, agissant en qualité de Directeur de Centre,

Ci-après dénommé "CEA",

D'une part,

Et,

 **A compléter par le
soumissionnaire**

En cas de candidature individuelle

..... (Nom de la société), Société..... (Forme de la société : SAS, SA...), au capital de €, domiciliée au, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS, représentée par, agissant en qualité de,

Ci-après dénommée "Titulaire",

D'autre part.

Ci-après désignées collectivement par les "Parties".

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

Le Groupement Momentané d'Entreprise (**Solidaire ou Conjoint**), composé comme suit :

..... (**Nom de la société**), **1er cotraitant, Mandataire Solidaire du Groupement**, Société.....
(**Forme de la société : SAS, SA...**), au capital de €, domiciliée au,
inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS
....., représentée par, agissant en qualité de,

Et,

..... (**Nom de la société**), **2ème cotraitant**, Société..... (**Forme de la société : SAS, SA...**),
au capital de €, domiciliée au, inscrite au Registre du Commerce et des
Sociétés de sous le numéro RCS, représentée par,
agissant en qualité de,

Et,

..... (**Nom de la société**), **3ème cotraitant**, Société..... (**Forme de la société : SAS, SA...**),
au capital de €, domiciliée au, inscrite au Registre du Commerce et des
Sociétés de sous le numéro RCS, représentée par,
agissant en qualité de,

ET,

..... (**Le soumissionnaire peut ajouter d'autres cotraitants en mentionnant les mêmes informations que celles demandées supra.**)

Ci-après dénommée "le Titulaire",

D'autre part.

Ci-après désignées collectivement par les "Parties".

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

SOMMAIRE

| | | |
|------------|--|----|
| ARTICLE 1 | Clause relative à la classification..... | 6 |
| ARTICLE 2 | Objet | 6 |
| ARTICLE 3 | Documents contractuels | 6 |
| ARTICLE 4 | Nature et étendue de l'accord-cadre | 6 |
| 4.1 | Prestations sur Prix Unitaires (PU)..... | 7 |
| 4.2 | Prestations optionnelles | 7 |
| 4.3 | Prestations sur Fiche de Modification sur Devis Préalable (FDMDP)..... | 7 |
| ARTICLE 5 | Modalités d'exécution | 8 |
| 5.1 | Modalités d'exécution des prestations sur Prix Unitaires..... | 8 |
| 5.2 | Modalités de levée des options | 8 |
| 5.3 | Modalités d'exécution des prestations sur FDMDP..... | 8 |
| 5.3.1 | Expression du besoin | 8 |
| 5.3.2 | Offre du Titulaire..... | 8 |
| 5.3.3 | Signature de la FDMDP..... | 9 |
| ARTICLE 6 | Conditions financières | 9 |
| 6.1 | Montant plafond de l'accord-cadre | 9 |
| 6.1.1 | Prestations sur Prix Unitaires | 9 |
| 6.1.2 | Prestations sur FDMDP..... | 10 |
| 6.2 | Révision des prix | 11 |
| ARTICLE 7 | Paiement du prix..... | 12 |
| 7.1 | Termes de paiement..... | 12 |
| 7.1.1 | Prestations sur Prix Unitaires | 12 |
| 7.1.2 | Prestations sur FDMDP..... | 12 |
| 7.1.3 | Révision de prix | 12 |
| 7.2 | Modalités de facturation | 12 |
| 7.3 | Régime fiscal | 14 |
| ARTICLE 8 | Durée et délai | 14 |
| 8.1 | Durée de l'accord-cadre | 14 |
| 8.2 | Durée de validité l'accord-cadre | 14 |
| 8.3 | Délais spécifiques..... | 14 |
| 8.3.1 | Délais relatifs au FDMDP | 14 |
| 8.3.2 | Délais relatifs aux prestations attendues..... | 15 |
| ARTICLE 9 | Pénalités | 15 |
| 9.1 | Pénalités pour manquements constatés | 15 |
| 9.2 | Contrôle des exigences environnementales | 16 |
| ARTICLE 10 | Conditions particulières d'exécution | 16 |
| 10.1 | Interlocuteurs..... | 16 |
| 10.2 | Respect par le Titulaire de l'accord-cadre de la réglementation fiscale et sociale | 16 |
| 10.3 | Traitement des données à caractère personnel..... | 17 |

| | | |
|------------|---|----|
| 10.3.1 | Cloud Act | 17 |
| 10.3.2 | Autorité du chef de file | 17 |
| ARTICLE 11 | Ajout de prestations sur prix unitaires | 17 |
| ARTICLE 12 | Sous-traitance..... | 18 |
| ARTICLE 13 | Clause de protection du secret de la défense nationale pour les marchés sensibles 18 | |
| ARTICLE 14 | Compétence juridictionnelle | 20 |
| ANNEXE 1 | Clauses génériques..... | 21 |
| ANNEXE 2 | Clauses de protection des informations | 23 |
| ANNEXE 3 | Engagement de confidentialité & déclaration individuelle (*) | 25 |
| ANNEXE 4 | Annexe encadrant les traitements de données à caractère personnel..... | 26 |

ARTICLE 1 CLAUSE RELATIVE A LA CLASSIFICATION

Le présent accord-cadre est classifié sensible au sens de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'IGI 1300 sur la protection du secret de la défense nationale.

ARTICLE 2 OBJET

Le présent accord-cadre a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Titulaire réalise les prestations de la prestation **de Tierce Maintenance Applicative des applications spécifiques, pour le site de Marcoule**.

Les prestations du présent accord-cadre sont assurées pour le compte de la Direction Générale (DG), Centre de Marcoule (MAR), Service des Technologies de l'Information et de la Communication (STIC), Groupe Informatique D'entreprise et Architecture (GIEA).

ARTICLE 3 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent accord-cadre, ses annexes et ses éventuels avenants, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- Le Code de Sécurité de Marcoule*,
- Le Cahier des Charges référencé CEAMARSTICCC202406-0100 du 25/11/2024 et ses annexes, ainsi que les documents associés,
- Le Règlement applicable aux Entreprises Extérieures intervenant sur le site de Marcoule référencé CSAE PR 105 à l'indice en vigueur*,
- Les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA dans leur édition du 1er janvier 2022,
- Le Cahier des Clauses Sociales Particulières de janvier 2021,
- L'offre du Titulaire réf. du, à titre supplétif.

 **A compléter par le soumissionnaire**

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus.

Les conditions générales ou particulières du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables au CEA quelle qu'en soit la forme.

*Documents consultables sur le site <https://www.cea.fr/Marcoule/Pages/EE.aspx>

ARTICLE 4 NATURE ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est un marché de services au sens de l'article L.1111-4 du Code la commande publique.

Son étendue est précisée dans le Cahier des Charges et ses annexes qui sont applicables sans restriction ni exclusion.

Les prestations, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA. Si le résultat prévu n'était pas atteint, le CEA pourra prononcer, à tout moment, la résiliation, conformément aux dispositions de l'article 39 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Le Titulaire, en tant que spécialiste des prestations qui lui sont confiées, s'engage à les effectuer dans le respect des exigences et fonctionnalités exprimées par le CEA dans le cahier des charges.

Ces prestations issues du cahier des charges, mentionné à l'ARTICLE 3 supra, comprennent :

4.1 PRESTATIONS SUR PRIX UNITAIRES (PU)

Les prestations sur prix unitaires (PU) concernent :

- La maintenance corrective, adaptative et perfective – le support et l'assistance, l'administration fonctionnelle pour les applications, ci-dessous énumérées :
 - Interfaces CHIMED
 - Interfaces CARD
 - Interfaces PEGASE/CHIMED
 - METRO
 - CHIMED BO
 - Service transfert SFTP
 - MIGAL
 - MIGADMIN
 - MIGAL BO
 - SAPRES
 - EXPR et interface avec base LCEE
 - DOSIMETRE BO
- La maintenance évolutive :
- La prise en charge
- La réversibilité

Le Titulaire s'engage à fournir, pour toute la durée de l'accord-cadre, les prestations référencées sur PU.

Les prestations sur prix unitaires devront intégrer l'ensemble des prestations annexes nécessaires à la bonne exécution de celles-ci (gestion, suivi, chargé d'affaires, ingénieur, matériels et véhicules de transport, etc.).

4.2 PRESTATIONS OPTIONNELLES

Option n°1 : Prolongation de la durée de l'accord-cadre de 12 mois supplémentaires.

Option n°2 : Prolongation de la durée de l'accord-cadre de 12 mois supplémentaires.

Option n°3 : Prolongation de la durée de l'accord-cadre de 12 mois supplémentaires.

4.3 PRESTATIONS SUR FICHE DE MODIFICATION SUR DEVIS PREALABLE (FDMDP)

Les prestations sur FDMDP concernent la réalisation de prestations modificatives directement liées à l'objet de l'accord-cadre.

ARTICLE 5 MODALITES D'EXECUTION

5.1 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS SUR PRIX UNITAIRES

Les prestations sur Prix Unitaires, visées à l'article 4.1 supra, seront exécutées dans le cadre de bons de commandes dont les modalités de fonctionnement sont définies ci-après.

Pour l'ensemble des prestations, le responsable CEA, au travers de l'outil redmine (ticketing) émettra une demande (ticket), en indiquant :

- La nature des prestations,
- Le montant des prestations en référence aux prix unitaires forfaitaires indiqués à l'article 6.1.1 du présent accord-cadre.
- Le délai d'exécution.

L'acceptation de la demande se fait via un workflow à l'aide de l'outil de ticketing.

Les prestations sur prix unitaires ne peuvent être notifiées que pendant la durée de l'accord-cadre visée à l'article 8.1 infra.

5.2 MODALITES DE LEVEE DES OPTIONS

Chacune des options visées à l'article 4.2 supra pourra être levée par le CEA par courrier ou courrier électronique avec un délai de préavis minimum de 2 mois.

Dans le cas où les options ne seraient pas levées par le CEA, le Titulaire ne pourra élever aucune réclamation et ne pourra prétendre à aucune indemnité.

5.3 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS SUR FDMDP

Pour les prestations visées à l'article 4.3 supra les prestations seront engagées comme suit :

5.3.1 Expression du besoin

Le CEA formalise son besoin qu'il transmet au Titulaire par courrier ou par courrier électronique selon les modalités qui seront définies par les Parties lors de la réunion d'enclenchement de l'accord-cadre.

Le Titulaire accuse réception de la demande du CEA dans les 2 jours ouvrés suivant sa réception.

5.3.2 Offre du Titulaire

Le Titulaire s'engage à répondre à la demande du CEA dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de la date de réception. Ce délai peut être ponctuellement adapté par le CEA en cas de complexité de la demande. Il est, dans ce cas, signifié par écrit au Titulaire.

Le Titulaire adresse, en retour, une Fiche de modification sur devis préalable (FDMDP), conforme au modèle CEA qui est défini à la réunion d'enclenchement, basée sur les prix adaptés à la nature de la prestation en application des dispositions de l'article 6.1.2 infra. Cette FDMDP peut faire l'objet d'une négociation entre les Parties.

La FDMDP précise a minima :

- L'objet, la nature et la localisation des prestations,
- Les résultats et livrables attendus,
- Les impacts éventuels sur les prestations de l'accord-cadre,

- Le délai d'exécution des prestations et ses éventuels jalons,
- Le nombre de jours d'intervention par qualification sur la base des taux tels que définis à l'article 6.1.2 infra,
- Le montant total HT détaillé par postes,
- Les termes de paiement et les conditions de leur déclenchement. A défaut de précision, la facturation est opérée en totalité, après acceptation sans réserve des prestations et livrables formalisée par un procès-verbal de réception des prestations signé par le CEA.
- Toute information nécessaire à la bonne réalisation des prestations attendues.

5.3.3 Signature de la FDMDP

Lorsque que les conditions technico-économiques de la FDMDP sont acceptées par le CEA, la FDMDP est contractualisée selon les mécanismes suivants :

- Sous réserve que la somme cumulée des FDMDP contractualisées reste sous le montant plafond mentionné à l'article 6.1.2 supra, la FDMDP est signée par une personne dûment habilitée à engager le CEA conformément aux règles internes de délégation de signature.

Dans ce cas, le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu la notification de la FDMDP signée du CEA par courrier ou courrier électronique selon les modalités qui seront définies par les Parties lors de la réunion d'enclenchement de l'accord-cadre.

- Au-delà du montant plafond susmentionné ou pour les FDMDP en moins-value, la FDMDP fait l'objet d'un avenant à l'accord-cadre.

Dans ce cas, le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu la notification de l'avenant signé du CEA par courrier ou courrier électronique.

Les prestations sur FDMDP ne peuvent être notifiées que durant la durée de l'accord-cadre visée à l'article 8.1 infra.

La modification ne doit pas être imputable au Titulaire qui s'est engagé forfaitairement à exécuter l'accord-cadre et pour lequel il a une obligation de résultat ; la fiche de modification n'a donc pas vocation à rattraper une erreur de sa part que cela soit dans l'évaluation technique et/ou le chiffrage de sa prestation.

ARTICLE 6 CONDITIONS FINANCIERES

6.1 MONTANT PLAFOND DE L'ACCORD-CADRE

L'ensemble des prestations est réalisé dans la limite d'un montant plafond de :

995 000,00 € HT

Neuf cent quatre-vingt-quinze mille euros hors taxes.

L'accord-cadre est échu dès lors que ce montant est atteint.

6.1.1 Prestations sur Prix Unitaires

 **A compléter par le soumissionnaire**

Les prestations sur prix unitaires sont réalisées sur la base des prix forfaitaires révisables suivants :

| NATURE DES PRESTATIONS | | Prix en € HT | Unité | Nature du prix |
|---|-------------------|--------------|---------------------|----------------|
| Maintenance corrective, adaptative, perfective - Support / Assistance - Administration fonctionnelle | | | | |
| PU n°1 | Interfaces CHIMED | € HT | Forfait pour 1 mois | Révisable |

| NATURE DES PRESTATIONS | | Prix en € HT | Unité | Nature du prix |
|------------------------------|----------------------------------|--------------|---------------------|----------------|
| PU n°2 | Interfaces CARD | € HT | Forfait pour 1 mois | Révisable |
| PU n°3 | Interfaces PEGASE/CHIMED | € HT | Forfait pour 1 mois | Révisable |
| PU n°4 | METRO | € HT | Forfait pour 1 mois | Révisable |
| PU n°5 | CHIMED BO | € HT | Forfait pour 1 mois | Révisable |
| PU n°6 | Service transfert SFTP | € HT | Forfait pour 1 mois | Révisable |
| PU n°7 | MIGAL | € HT | Forfait pour 1 mois | Révisable |
| PU n°8 | MIGADMIN | € HT | Forfait pour 1 mois | Révisable |
| PU n°9 | MIGAL BO | € HT | Forfait pour 1 mois | Révisable |
| PU n°10 | SAPRES | € HT | Forfait pour 1 mois | Révisable |
| PU n°11 | EXPR et interface avec base LCEE | € HT | Forfait pour 1 mois | Révisable |
| PU n°12 | DOSIMETRIE BO | € HT | Forfait pour 1 mois | Révisable |
| Maintenance évolutive | | | | |
| PU n°13 | Evolution très simple - 1 jour | € HT | Forfait | Révisable |
| PU n°14 | Evolution simple - 3 jours | € HT | Forfait | Révisable |
| PU n°15 | Evolution moyenne - 5 jours | € HT | Forfait | Révisable |
| PU n°16 | Evolution complexe - 10 jours | € HT | Forfait | Révisable |
| Maintenance évolutive | | | | |
| PU n°17 | Prise en charge pendant 2 mois | € HT | Forfait | Révisable |
| Réversibilité | | | | |
| PU n°18 | Réversibilité pendant 2 mois | € HT | Forfait | Révisable |

6.1.2 Prestations sur FDMDP

Les prestations sur FDMDP visées à l'article 4.3 supra sont réalisées à prix forfaitaires et révisables basés sur les taux suivants adaptés à la nature de la prestation :

 **A compléter par le soumissionnaire**

| Profils et Qualifications | | Taux horaires | Taux journaliers* |
|---------------------------|---|---------------|-------------------|
| P1 | | € HT | € HT |
| P2 | | € HT | € HT |
| P3 | | € HT | € HT |
| P4 | | € HT | € HT |
| P5 | | € HT | € HT |
| | <i>Le soumissionnaire peut ajouter des lignes</i> | € HT | € HT |

(*) : Base 7,8h/j

Ces prestations sont réalisées dans la limite d'un montant plafond de :

..... € HT

(Il sera précisé par le CEA lors de la finalisation de l'accord-cadre)

Soit, en toutes lettres :

Les Parties conviennent que ce montant plafond ne peut en aucun cas être dépassé sans réalisation préalable d'un avenant signé des Parties.

Ce montant plafond ne constitue en aucune façon un engagement de dépense du CEA vis-à-vis du Titulaire. A ce titre, si aucune prestation sur FDMDP n'est commandée par le CEA ou si le plafond n'est pas atteint, le Titulaire ne peut se prévaloir d'une demande en réparation ou indemnité auprès du CEA.

6.2 REVISION DES PRIX

Les prix visés à l'article 6.1 ci-dessus sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre (..... 2024), ce mois est appelé « mois zéro ».

 **A compléter par le soumissionnaire**

Ils sont fermes pour la première année d'exécution puis révisibles annuellement à compter de **la date anniversaire de l'enclenchement de l'accord-cadre** selon les modalités définies ci-dessous :

Le Titulaire transmet par écrit au Service des Marchés et Achats du CEA/Marcoule le calcul de la révision de prix pour l'année à venir, basé sur la formule définie ci-après :

$$P = P_0 \times \text{Coefficient de révision}$$

Avec :

$$\text{Coefficient de révision} = \left(0,05 + 0,95 \times \frac{ICHTrev - TS}{ICHTrev - TS_0} \right)$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé,

P₀ = Prix aux conditions économiques du mois de remise de l'offre,

Et :

| Nom de l'indice | Intitulé de l'indice et n° d'identifiant | Dates | Source |
|-------------------------|---|---|--------|
| ICHTrev-TS ₀ | Indice du Coût Horaire du Travail révisé – Tous salariés pour : - Information, communication n°001565192 | Mois de XXXX 20XX (mois 0) | INSEE |
| ICHTrev-TS | | Dernière valeur publiée au mois de la date d'anniversaire de l'accord-cadre | INSEE |

Le coefficient de révision des prix ainsi obtenu sera arrondi au millième inférieur.

Dans le cas où le coefficient de révision calculé est supérieur à 1,100, les Parties peuvent convenir de se rencontrer pour déterminer une périodicité d'application de la formule temporairement plus adaptée au contexte économique. Ces nouvelles modalités seront formalisées par courrier contresigné des Parties.

Les prix révisés ne pourront être applicables qu'après accord écrit du Service des Marchés et Achats du CEA/Marcoule sur la proposition du Titulaire, donné dans le mois qui suit la date de réception de cette dernière.

Le CEA se réserve la possibilité d'appliquer la révision de prix sans demande préalable du Titulaire.

ARTICLE 7 PAIEMENT DU PRIX

Le prix comprend les appointements, salaires, frais de déplacement et de séjour du personnel, les charges sociales, le bénéfice, les aléas liés au déroulement de la prestation, et plus généralement, toutes sujétions nécessaires à la réalisation des prestations de l'accord-cadre.

7.1 TERMES DE PAIEMENT

Les prestations sont facturées sur procès-verbal signé sans réserve par le CEA.

7.1.1 Prestations sur Prix Unitaires

Les prestations sur prix unitaires seront facturées mensuellement, à terme échu, sur état récapitulatif des prestations réalisées sur la période considérée, après acceptation sans réserve des prestations et livrables formalisée par un procès-verbal de réception des prestations signé par le CEA.

7.1.2 Prestations sur FDMDP

Chaque FDMDP fixe les conditions de paiement des prestations auxquelles elle se rapporte. A défaut de précision, la facturation est opérée en totalité, après acceptation sans réserve des prestations et livrables formalisée par un procès-verbal de réception des prestations signé par le CEA.

7.1.3 Révision de prix

Les termes de paiement définis supra s'entendent en prix non révisés (CE du « mois 0 »).

La révision de prix fait l'objet d'une ligne spécifique dans les factures émises par le Titulaire. Cette ligne indique le montant résultant du produit du taux de révision de prix accepté par le CEA dans les conditions de l'article 6.2 supra au montant total des prestations soumis à cette révision.

7.2 MODALITES DE FACTURATION

Fournisseur français

Conformément aux articles L2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire du présent accord-cadre doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par **l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facture électronique** et devra être déposée sur le portail Chorus PRO avec les informations suivantes :

- Le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**,
- Le code service: **VRH-C ou FMD-C** (*sera précisé par le CEA lors de la finalisation de l'accord-cadre*),
- Le numéro d'engagement ou le numéro de l'accord-cadre composé de 10 chiffres, indiqué en page 1 du présent accord-cadre.

Dans le cas où vous avez des questions relatives au dépôt de vos factures sur le portail Chorus, vous pouvez contacter : contact_demat@cea.fr

Toute facture non conforme aux termes de l'accord-cadre sera renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions de l'accord-cadre.

Les pièces justificatives (PV) attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

En cas de Groupement momentanée d'entreprises (GME), le mandataire commun est seul habilité à présenter des factures (conformément à l'article 27.2 des CGA).

Pour toute question relative au paiement des factures, le Titulaire peut s'adresser au service relance :

- Soit adresser un mail à l'adresse suivante : relances@cea.fr
- Soit appeler au 01 69 08 47 50

Afin de pouvoir traiter la demande, il est nécessaire de communiquer au service relance :

- Le nom de l'entreprise
- Ses coordonnées mail et téléphoniques
- Le numéro de l'accord-cadre ou de commande du CEA
- Le numéro de la facture, sa date et son montant.

Plus d'informations sur le traitement de vos factures sur :

<https://www.cea.fr/entreprises/Pages/fournisseurs/factures-electroniques.aspx>

Fournisseur étranger :

Conformément aux articles L2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire du présent accord-cadre doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par **l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facture électronique** et devra être déposée sur le portail Chorus PRO avec les informations suivantes :

- Le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**,
- Le code service: **VRH-C ou FMD-C** (*sera précisé par le CEA lors de la finalisation de l'accord-cadre*),
- Le numéro d'engagement ou le numéro de l'accord-cadre composé de 10 chiffres, indiqué en page 1 du présent accord-cadre.

Dans le cas où vous avez des questions relatives au dépôt de vos factures sur le portail Chorus, vous pouvez contacter : contact_demat@cea.fr

Le cas échéant, chaque facture papier doit être adressée en un (1) seul exemplaire à l'adresse ci-dessous :

CEA
Centre de SACLAY
Service S3C – Comptabilité FOURNISSEURS
Bâtiment 530 - Point courrier 75
91191 GIF SUR YVETTE CEDEX

Toute facture non conforme aux termes de l'accord-cadre sera renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions de l'accord-cadre.

Les pièces justificatives (PV) attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

En cas de Groupement momentanée d'entreprises (GME), le mandataire commun est seul habilité à présenter des factures (conformément à l'article 27.2 des CGA).

Pour toute question relative au paiement des factures, le Titulaire peut s'adresser au service relance :

- Soit adresser un mail à l'adresse suivante : relances@cea.fr
- Soit appeler au 01 69 08 47 50

Afin de pouvoir traiter la demande, il est nécessaire de communiquer au service relance :

- Le nom de l'entreprise
- Ses coordonnées mail et téléphoniques
- Le numéro de l'accord-cadre ou de commande du CEA
- Le numéro de la facture, sa date et son montant.

Plus d'informations sur le traitement de vos factures sur :

<https://www.cea.fr/entreprises/Pages/fournisseurs/factures-electroniques.aspx>

7.3 REGIME FISCAL

Le présent accord-cadre est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. S'agissant de livraison de biens, la TVA est exigible au plus tard au moment du transfert de propriété. En cas de versement préalable d'un acompte portant sur des livraisons de biens, la TVA devient exigible au moment de son encaissement, à concurrence du montant encaissé, à condition que les biens soient désignés avec précision. S'agissant de prestations de service, chaque terme de paiement est assorti de la TVA. Le Titulaire s'engage à indiquer dans ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

ARTICLE 8 DUREE ET DELAI

8.1 DUREE DE L'ACCORD-CADRE

Les prestations de l'accord-cadre (sur prix unitaires ou FDMDP) peuvent être commandées à compter de **T0** (date de la réunion d'enclenchement) et pendant une durée ferme de **12 mois**. Le CEA prévoit trois options de prolongation de cette durée de 12 mois supplémentaires chacune (options n°1, n°2 et n°3).

L'accord-cadre est échu dès lors que le montant plafond visé à l'article 6.1 supra est atteint ou à la fin de la durée visée supra.

8.2 DUREE DE VALIDITE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre prend effet à compter de sa notification par le CEA. Le présent accord-cadre sera réputé terminé suite à l'exécution complète des obligations découlant du présent accord-cadre

8.3 DELAIS SPECIFIQUES

8.3.1 Délais relatifs au FDMDP

Chaque FDMDP fixe les conditions spécifiques de délais de réalisation des prestations auxquelles elle se rapporte.

8.3.2 Délais relatifs aux prestations attendues

| | Anomalie bloquante | Anomalie grave | Anomalie mineure |
|--|--------------------|----------------|------------------|
| Maintenance corrective | | | |
| Délais maximums pour les applications standards | | | |
| Prise en charge | 2 heures | 4 heures | 8 heures |
| Délai de contournement | 10 heures | 10 heures | 20 heures |
| Délai de résolution | 10 heures | 20 heures | 30 heures |
| Délais maximums pour les applications critiques | | | |
| Prise en charge | 2 heures | 4 heures | 8 heures |
| Délai de contournement | 2 heures | 4 heures | 12 heures |
| Délai de résolution | 8 heures | 8 heures | 16 heures |

| | Applications standard | Applications critiques |
|---|---|---|
| Support à l'exploitation applicative | | |
| Prise en charge | 4 heures | 4 heures |
| Délai de réalisation | 30 heures | 16 heures |
| Administration fonctionnelle | | |
| Prise en charge | 4 heures | 4 heures |
| Délai de réalisation | 30 heures | 16 heures |
| | Maintenance évolutive | Maintenance adaptative et perfective |
| Livraison devis | 10 jours | - |
| Livraison étude | - | 10 jours |
| Délai de réalisation | Définit avec le CEA (MOA-Référent technique-CA) et le soumissionnaire | Définit avec le CEA (MOA-Référent technique-CA) et le soumissionnaire |

ARTICLE 9 PENALITES

L'article 24 des Conditions Générales d'Achat du CEA est modifié comme suit :

La somme des pénalités ne peut dépasser 10% du montant plafond de l'accord-cadre.

Les pénalités appliquées ne sont pas restituables, ni libératoires. Elles sont applicables immédiatement, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable et sans préjudice de plus amples dommages et intérêts.

9.1 PENALITES POUR MANQUEMENTS CONSTATES

Les manquements constatés par le système de mesure de résultat pourront entraîner l'application de pénalités.

Des indicateurs sont définis à l'article 5.5.2 du Cahier des Charges visé à l'article 3 supra.

Les pénalités encourues par le Titulaire concernent l'ensemble des prestations sur prix unitaires.

Pour l'ensemble des prestations décrites dans le cahier des charges, des objectifs de délais (en heures ou jours ouvrés) sont exigés contractuellement. Dans le cas du non-respect de ces objectifs, des pénalités mensuelles pourront être appliquées suivant les conditions de calcul définies ci-après.

Les pénalités seront calculées sur les manquements (mensuels ou annuels) constatés au-delà du « nombre maximum de manquement » tels que définis dans le Cahier des Charges. Les pénalités sont d'un montant de 600,00 € par manquements pénalisables constatés.

Concernant le compteur, le nombre maximum annuel sera réinitialisé dès que celui-ci sera atteint.

9.2 CONTROLE DES EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES

Le Titulaire s'engage à intégrer les enjeux environnementaux dans la prestation qui lui est confiée. Il s'engage à porter une attention particulière à la préservation de l'environnement, notamment par l'économie des ressources et d'énergies, la maîtrise des risques et des impacts sanitaires et environnementaux en particulier sur la biodiversité, la limitation des émissions GES (gaz à effet de serre), ainsi que la réduction, le tri et la valorisation des déchets.

Le Titulaire présentera dans une note annuelle les actions menées en matière de protection de l'environnement en lien avec l'objet de la prestation.

| | |
|--|--|
| Non-respect du délai de remise de la note annuelle relative aux actions menées en matière de protection de l'environnement | 50 € par semaine de retard à compter de la date anniversaire du T0 |
|--|--|

ARTICLE 10 CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

10.1 INTERLOCUTEURS

 **A compléter par le soumissionnaire**

Pour l'exécution de l'accord-cadre, les Parties désignent comme interlocuteurs :

| | Techniques | Contractuels |
|--------------------------|--|---|
| Pour le CEA | Martial DUMARCHÉ, Chargé d'opérations Tel : 04 66 79 64 72 Courriel : Martial.DUMARCHE@cea.fr | Marylise DERUELLE, acheteuse Tel : 04 66 39 71 66 Courriel : marylise.deruelle@cea.fr |
| Pour le Titulaire | Nom, prénom, fonction Tel : Courriel : | Nom, prénom, fonction Tel : Courriel : |

10.2 RESPECT PAR LE TITULAIRE DE L'ACCORD-CADRE DE LA REGLEMENTATION FISCALE ET SOCIALE

Le Titulaire s'engage à remettre :

- Lors de la conclusion du présent accord-cadre et tous les six mois à compter de sa date de signature jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (cocontractant établi en France) ou à l'article D8222-7 (cocontractant établi à l'étranger) du Code du Travail, et le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D8254-2 à D8254-5 du Code du Travail),
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion de l'accord-cadre, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions Générales d'Achat du CEA).

10.3 TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le Titulaire et le CEA s'engagent à respecter les dispositions figurant en annexe encadrant les traitements des données à caractère personnel.

10.3.1 Cloud Act

En cas de requête, par les autorités américaines, pour accéder aux données traitées par le CEA, sur le fondement du Cloud Act, le Titulaire s'engage à en informer le CEA, et à tenter, dans un délai de quatorze jours, toute forme de recours judiciaire prévu par le Cloud Act ou par toute loi américaine, afin d'éviter par tout moyen que les données du CEA soient transmises aux autorités américaines.

Le Titulaire ne pourra en aucun cas transmettre les données tant qu'un juge français n'aura pas rendu de décision exécutoire.

Conformément au Cloud Act, les entreprises destinataires d'une requête d'une agence de surveillance, bénéficie d'un droit de saisir un tribunal, dans un délai de deux semaines, pour faire annuler cette demande en cas de conflit de lois avec un pays signataire de l'accord, et si l'individu visé par une requête n'est pas un citoyen américain ou réside à l'étranger.

Etant donné le caractère sensible des données traitées par le CEA, toute transmission de ces données en vertu du Cloud Act, violerait nécessairement le Règlement général relatif à la protection des données (RGPD) ainsi que la Directive européenne 2016/943 relative à la protection du secret d'affaires. Il est rappelé que le RGPD est considéré comme une loi de police, dont l'application ne peut être exclue.

Toute communication de données [ou tout refus d'exercer ledit recours], par Le Titulaire, qui violerait la présente clause, causerait nécessairement un préjudice au CEA, que Le Titulaire s'engage à indemniser à hauteur du montant du préjudice subi

10.3.2 Autorité du chef de file

L'une ou l'autre partie peut collecter, stocker et traiter des données personnelles de l'autre partie dans le cadre du présent accord, et peut transférer de telles données personnelles en dehors des juridictions où elles se trouvent, dans le strict respect des obligations énoncées au chapitre V du règlement, 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 concernant la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et la libre circulation de ces données lors du transfert de données à caractère personnel vers des pays tiers ou des organisations internationales. Les Parties conviennent que ces données personnelles seront utilisées et conservées selon les finalités décrites pour l'exécution du présent contrat et conformément aux lois applicables en matière de protection des données. En tout état de cause, les Parties conviennent de désigner la Commission nationale de l'informatique et des libertés, l'autorité de surveillance française, en tant qu'autorité principale pour l'exécution du présent contrat.

ARTICLE 11 AJOUT DE PRESTATIONS SUR PRIX UNITAIRES

Lorsqu'un besoin de nouvelles prestations récurrentes apparaît en cours d'exécution du présent accord-cadre, en lien avec l'objet global de l'accord-cadre et en complément des prestations sur PU déjà prévues, les Parties peuvent convenir de la création d'un nouveau PU.

Ce nouveau prix unitaire est objectivé par comparaison avec les prix unitaires existants, soit établi sur la base du montant d'une FDMDP déjà contractualisée ayant un objet similaire.

Dans les deux hypothèses, les taux forfaitaires de l'accord-cadre servent de base à ce chiffrage.

Dans tous les cas, le CEA formalisera cette modification :

- Soit par une lettre de gestion co-signée des Parties dans la limite de 5 nouveaux prix unitaires pour la durée totale de l'accord-cadre.
- Soit par un avenant à l'accord-cadre, au-delà de cette limite.

L'ajout de nouveaux PU n'a pas d'impact sur le montant plafond prévu à l'article 6.1.2 supra.

ARTICLE 12 SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire peut sous-traiter la réalisation des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sous réserve d'obtenir l'accord écrit préalable du CEA dans les conditions fixées à l'article 7 des CGA.

Pour chaque sous-traitant présenté, le Titulaire de l'accord-cadre doit joindre une demande d'acceptation de sous-traitance (formulaire en annexe du Règlement de Consultation).

Les contrats de sous-traitance établis entre le Titulaire et son sous-traitant ne doivent pas faire obstacle à une libre utilisation par le CEA des fournitures, des résultats ou des ouvrages de l'accord-cadre.

ARTICLE 13 CLAUSE DE PROTECTION DU SECRET DE LA DEFENSE NATIONALE POUR LES MARCHES SENSIBLES

L'accord-cadre est un marché sensible au sens de la réglementation portant sur la protection du secret de la défense nationale.

1. Dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense et de la sécurité nationale, le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution de l'accord-cadre la protection des informations et supports protégés) qui peuvent être détenus dans tout lieu dans lequel le l'accord-cadre est exécuté.
2. Le Titulaire reconnaît :
 - Avoir pris connaissance :
 - Des articles L. 2311-1 à L. 2313-1 et R. 2311-1 à R. 2312-2 du code de la défense ;
 - Des articles 413-1 et suivants du code pénal.
 - De l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale.
 - De l'arrêté du 15 mars 2021 du Ministère des armées portant approbation de l'instruction ministérielle n°900 (IM 900) sur la protection du secret et des informations Diffusion restreinte et sensibles.
 - De l'instruction interministérielle n°901/SGDSN/ANSSI (II 901) du 28 janvier 2015 relative à la protection des systèmes d'information sensibles.
 - Qu'il n'a pas à connaître ou détenir les informations couvertes par le secret de la défense nationale.
3. Le Titulaire est informé du caractère sensible des prestations de l'accord-cadre et s'engage à assurer la confidentialité des informations et supports sensibles, notamment ceux portant la mention « diffusion restreinte », qu'il est amené à connaître et/ou à détenir pour l'exécution de l'accord-cadre.
4. **Le Titulaire reconnaît avoir fait signer une déclaration individuelle** (annexée au présent accord-cadre) à l'ensemble du personnel appelé, sous sa responsabilité à un titre quelconque, à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations. Par ce document, le personnel atteste :
 - Avoir pris connaissance :
 - Des articles 413-1 et suivants du code pénal.

- De l'IGI n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale.
 - De l'instruction interministérielle n°901/SGDSN/ANSSI (II 901) du 28 janvier 2015 relative à la protection des systèmes d'information sensibles.
- Du caractère sensible des prestations de l'accord-cadre, et de l'obligation qui lui est faite de protéger les documents ou informations sensibles non couvertes par le secret de la défense nationale qu'il serait amené à connaître ou à détenir.
 - Qu'il n'a pas, sous peine de poursuites pénales, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense nationale.

Le Titulaire s'engage à ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée accèdent au lieu d'exécution des prestations.

Le Titulaire s'engage à remettre au CEA la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.

Il ne peut être dérogé aux prescriptions ci-dessus, y compris en cas de remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du Titulaire.

5. Le Titulaire s'engage à affecter à la réalisation de l'accord-cadre des personnels ayant satisfait à la procédure d'enquête administrative telle que prévue par l'IGI 1300.

Le Titulaire s'engage à ne présenter à ces enquêtes administratives que des personnels qui appartiennent à son entreprise, sauf autorisation écrite du CEA.

Le Titulaire procédera, 3 mois avant chaque date de péremption, aux formalités nécessaires au renouvellement des avis d'enquêtes administratives.

Le Titulaire s'engage à assurer en permanence les prestations objet du présent accord-cadre avec du personnel ayant fait l'objet d'un avis sans réserve, y compris pendant les périodes de congés.

Le Titulaire s'engage à ce que ses personnels n'accèdent à aucune installation autre que celle concernée par le présent contrat.

6. Les échanges d'informations sensibles ou de niveau Diffusion Restreinte par messagerie devront impérativement faire l'objet d'un chiffrement par l'outil ZoneCentral de la société PRIM'X Technologies.

Le cas échéant, le Titulaire devra faire l'acquisition auprès de la société PRIM'X Technologies de licences ZoneCentral en nombre suffisant pour la sécurisation des transmissions de messages électroniques avec le CEA.

7. En cas de sous-traitance autorisée par le CEA, le Titulaire s'engage à ce que les entreprises sous-traitantes se conforment aux dispositions du présent article.

La sous-traitance de prestations sensibles, au sens de l'article 5.3.2 de l'IGI 1300, est soumise à l'obtention préalable écrite par le Titulaire de l'autorisation du CEA. A cet effet, le Titulaire transmet au CEA l'avis sans réserve d'enquête administrative de la personne morale du sous-traitant (ou, le cas échéant, une attestation d'habilitation en cours de validité de la personne morale du sous-traitant).

8. Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des obligations découlant des paragraphes du présent article, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation de plein droit de l'accord-cadre, en totalité ou en partie, sans indemnités pour le Titulaire et sans préjudice des sanctions pénales.

ARTICLE 14 COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Le tribunal administratif territorialement compétent dont dépend le présent accord-cadre est le Tribunal Administratif de Nîmes.

Fait à Marcoule,

En deux exemplaires originaux en cas de signature manuscrite et en un exemplaire électronique en cas de signature électronique,

Pour le Titulaire, le

Pour le CEA, le

Nom et Prénom:

Qualité :

Signature :

Nom et Prénom:

Qualité :

Signature :

ANNEXE 1 CLAUSES GENERIQUES

1) Conditions d'accès au site de Marcoule

L'accès au site de Marcoule étant réglementé, le Titulaire doit contacter le service en charge de l'accueil des entreprises, qui lui indiquera les formalités permettant d'autoriser l'accès de son personnel au site, à savoir :

CEA/Marcoule
Accueil des Entreprises
Tél. : 04.66.79.13.40
Fax : 04.66.39.71.60

2) Jours de fermeture du Centre

Le CEA Marcoule est susceptible de fermer durant la durée d'exécution de l'accord-cadre. A titre informatif et non engageant, cela représente environ 12 jours par année civile.

3) Management qualité – Environnement – Santé – Sécurité

Management de la qualité (ISO 9001)

Le Titulaire appliquera les règles de qualité relatives à la norme ISO 9001 version 2015. Il établira un Plan de Management Qualité (PMQ) relatif aux prestations, qui sera soumis au CEA pour approbation lors de la réunion d'enclenchement.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits qualité effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

S'il apparaît que certaines dispositions du PMQ sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

En cas de carences, le CEA se réserve la possibilité d'interrompre à tout moment, l'exécution de l'accord-cadre. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, l'accord-cadre peut être résilié de plein droit, aux torts du Titulaire, sans lettre de mise en demeure préalable ou autres formalités juridiques ou judiciaires, ni indemnité.

Environnement (ISO 14001)

Le CEA est responsable de la surveillance de l'environnement et de toute relation dans ce domaine avec les parties prenantes extérieures au site de Marcoule. En particulier, le CEA fixe les objectifs à atteindre dans le cadre de l'application des dispositions de la norme ISO 14001.

Le Titulaire respecte les dispositions réglementaires en vigueur ainsi que les engagements volontaires du centre en matière d'environnement, il applique les procédures correspondantes, de manière à réaliser l'accord-cadre dans le cadre fixé à l'alinéa précédent.

Santé/Sécurité (ISO 45001)

Le Titulaire est informé que le CEA a mis en place un système de management de la santé, de la sécurité, dont la sûreté nucléaire est partie prenante, conformément aux prescriptions du référentiel ISO 45001.

Le Titulaire s'engage à respecter les dispositions du référentiel ISO 45001 dans le cadre des engagements du CEA en termes de santé et de sécurité.

4) Assurances

En complément de l'article 38.2 des Conditions Générales d'Achat, le Titulaire est informé que les plafonds de garantie et franchises de la police Multirisque souscrite par le CEA pour le Centre de Marcoule sont :

| | Plafond de garantie | Franchise par sinistre |
|---|---------------------|------------------------|
| Domage de nature conventionnelle | 120 000 000 € | 600 000 € |
| Domage de nature nucléaire | 120 000 000 € | 15 000 000 € |

ANNEXE 2 CLAUSES DE PROTECTION DES INFORMATIONS

Obligation de confidentialité :

Les informations et documents relatifs à l'exécution du présent accord-cadre n'ont pas vocation à être publics.

Le Titulaire s'engage à ne pas divulguer à un tiers, communiquer ou publier en France et à l'étranger sous quelque forme que ce soit, même à titre de référence et de notoriété, sans l'autorisation écrite du CEA, aucune information dont il a connaissance au cours de l'exécution dudit accord-cadre en dehors des communications strictement nécessaires à son exécution.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants de cette obligation de confidentialité et veiller à son application par ces derniers.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations et documents déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des Parties à l'accord-cadre.

Gestion des informations du CEA :

L'exécution du présent accord-cadre peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations qui, sans être couvertes par le secret de défense, relèvent au CEA de la Diffusion Ordinaire (DO) ou qui sont protégées par la mention Diffusion Restreinte (DR).

➤ DIFFUSION ORDINAIRE

Les systèmes d'information traitant des informations de niveau Diffusion Ordinaire doivent respecter les mesures recommandées par l'ANSSI dans son Guide d'Hygiène Informatique et dans l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI lorsqu'elles sont identifiées comme sensibles.

➤ DIFFUSION RESTREINTE

Les informations et supports de niveau Diffusion Restreinte doivent faire l'objet des mesures de protection indiquées dans :

- L'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale.
- L'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n°901/SGDSN/ANSSI.

Les échanges d'informations sensibles ou de niveau DIFFUSION RESTREINTE au format électronique doivent impérativement faire l'objet d'un chiffrement par un outil qualifié par l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI) et d'un engagement de l'utilisateur quant au respect des règles de sécurité informatique.

En application, le CEA a fait le choix de ZoneCentral/Zed de la société PRIM'X Technologies.

Pour la sécurisation des transmissions électroniques avec le CEA, le Titulaire peut faire l'acquisition, auprès de la société PRIM'X Technologies, d'une licence ZoneCentral ou télécharger le gratuitiel.

➤ Maîtrise des échanges et supports autorisés

Ces règles s'appliquent à tous les acteurs de l'accord-cadre, CEA, Titulaire, cotraitant et sous-traitant.

| | DIFFUSION RESTREINTE | DIFFUSION ORDINAIRE |
|---|---|---|
| Messagerie électronique | Conteneur chiffré* | Conteneur chiffré* peut être demandé quand la sensibilité le nécessite. |
| Plateformes web collaboratives CEA | | |
| Zone de partage FTP fournie par le CEA | | |
| En attachement visioconférence CEA | | |
| Plateformes d'échange Internet « Cloud » (Dropbox, WeTransfer, Google Drive, etc.) | Sous réserve que l'usage du service soit autorisé par l'ASSI : Conteneur chiffré* | |
| En attachement à un service externalisé de visioconférence (WebEx, etc.) | | |
| Supports amovibles USB | Conteneur chiffré*. Les supports doivent être dédiés, marqués et enregistrés. | Conteneur chiffré* peut être demandé. Les supports doivent être dédiés. Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DR. |
| DVDrom ou CDrom | Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DR. | Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DO. |
| Connexion sur un réseau CEA d'un équipement appartenant au Titulaire | INTERDIT sauf si l'équipement est dédié, identifié, autorisé par l'ASSI et conforme à la PSSI du CEA. | |

Système d'information :

Dans le cas où des informations du CEA doivent être traitées sur le système d'information du Titulaire, celui-ci doit être protégé par un antivirus efficace mis à jour régulièrement et l'accès aux informations restreint aux seules personnes ayant à les consulter et à les traiter, via un compte nominatif et un mot de passe robuste. Les clés USB et autres supports éventuels de sauvegarde ou de transfert doivent être identifiés et dédiés à l'accord-cadre.

Engagement de confidentialité :

Certaines prestations peuvent nécessiter la signature préalable d'un engagement de confidentialité par les salariés du Titulaire. Le cas échéant, le CEA indiquera au Titulaire les prestations concernées par cette mesure.

Restitution des informations et supports :

A l'achèvement de l'accord-cadre, sauf clause contractuelle explicite, le Titulaire s'engage à restituer au CEA, dans un délai convenu, la totalité des documents et supports transmis par le CEA ou émis au titre du présent accord-cadre.

Il s'engage également à détruire ces mêmes documents et fichiers numériques sur son système d'information ainsi que sur tout support de sauvegarde.

ANNEXE 3 ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITE & DECLARATION INDIVIDUELLE (*)



A établir sur papier à

en-tête de la société

Je soussigné(e),, né(e) le..... à, employé(e) de la sociétéintervenant sur l'accord-cadre de la société précitée avec le CEA n°

"PRESTATION DE TIERCE MAINTENANCE APPLICATIVE DES APPLICATIONS SPECIFIQUES"

m'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations, sous quelque forme que ce soit, dont je pourrais avoir connaissance dans l'exercice de mes fonctions dans le cadre de l'accord-cadre précité.

En conséquence, je m'engage formellement à ne pas divulguer ou utiliser lesdites informations à d'autres fins que celles prévues dans le cadre de mon activité professionnelle.

Par ailleurs, je m'engage expressément à ne jamais, même à titre de référence et de notoriété, communiquer ou publier en France et à l'étranger les informations dont j'aurai eu connaissance lors de l'exécution dudit accord-cadre.

Le non-respect de cet engagement pourra entraîner la rupture de l'accord-cadre de ma société avec le CEA et/ou l'application de pénalités contractuelles sans préjudice des poursuites qui pourraient être engagées.

(*) Par ailleurs, j'atteste avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal et être informé(e) que je n'ai pas, dans le cadre de cet accord-cadre, sous peines de poursuites pénales, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense nationale.

Fait à :.....

Le

Cachet de la société, nom et
signature du responsable de la société

Nom et signature de l'intéressé
précédé de lu et approuvé

ANNEXE 4 ANNEXE ENCADRANT LES TRAITEMENTS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

I. Objet

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Titulaire effectue pour le compte du CEA les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les Parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier :

- Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « **le règlement européen sur la protection des données** »).
- La décision d'exécution (UE) 2021/915 de la Commission européenne en date du 4 juin 2021 relative aux clauses contractuelles types entre les responsables du traitement et les sous-traitants au titre de l'article 28, paragraphe 7, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil et de l'article 29, paragraphe 7, du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil.

II. Description du traitement faisant l'objet du transfert des données à caractère personnel

Le Titulaire est autorisé à traiter pour le compte du CEA les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) :

| |
|---|
| Description des opérations réalisées sur les données¹ : <i>Gestion de l'administration fonctionnelle de certaines applications, vérification de la complétude des données, vérification du bon fonctionnement des processus intégrés.</i> |
| Finalité(s) du traitement² : <i>Garantir le maintien en condition opérationnelle des applications au périmètre du contrat.</i> |
| Type de données à caractère personnel traitées³ : <i>Nom, prénom, numéro de sécurité sociale, date et lieu de naissance, sexe, résultats d'analyses biologiques, résultats d'examens médicaux.</i> |
| Catégories de personnes concernées⁴ : <i>Les salariés CEA Marcoule / Pierrelatte et les salariés d'entreprises extérieures intervenants sur Marcoule et/ou avec un suivi médical réalisé sur Marcoule.</i> |
| Autres précisions ou interdictions⁵ : <i>Les données ne sont accessibles que sur le site CEA. Les données externalisables seront anonymisées. Les intervenants du titulaire devront signer un engagement de confidentialité nominatif.</i> |

III. Obligations du Titulaire vis-à-vis du CEA

Le Titulaire s'engage à :

¹ Préciser ce que le prestataire va faire avec les données. Par exemple, pour une prestation d'infogérance : intervention sur les systèmes d'information, maintenance...

² Raison pour laquelle les données sont traitées. Par exemple, infogérance, réservation de voyages, gestion des inscriptions à une conférence, organisation et suivi des élections professionnelles ...

³ Les types de données sont principalement : Etat civil, Vie personnelle, Vie professionnelle, Informations économiques et financières, Données de connexion, N° de sécu, Données biométriques, Données génétiques, Difficultés sociales, Données de santé...

⁴ Les catégories de personnes sont principalement : Salariés CEA, Salariés d'entreprises extérieures sur site CEA / intérimaires, Stagiaires, Clients, Fournisseurs, Visiteurs, Sujets de recherche, Grand public...

⁵ Préciser, par exemple, si les données ne sont accessibles que sur site CEA.

1. Traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/ont l'objet de la prestation.

2. Traiter les données conformément aux instructions documentées du CEA. Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le CEA. En outre, si le Titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le CEA de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

3. **Garantir la confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre.

4. Veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent accord-cadre :

- a) S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité,
- b) Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

5. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut**.

6. Aider le CEA à garantir le respect des obligations suivantes, compte tenu de la nature du traitement et des informations dont dispose le Titulaire :

- a) L'obligation de procéder à une évaluation de l'incidence des opérations de traitement envisagées sur la protection des données à caractère personnel (« analyse d'impact relative à la protection des données ») lorsqu'un type de traitement est susceptible de présenter un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques ;
- b) L'obligation de consulter l'autorité de contrôle compétente/les autorités de contrôle compétentes préalablement au traitement lorsqu'une analyse d'impact relative à la protection des données indique que le traitement présenterait un risque élevé si le CEA ne prenait pas de mesures pour atténuer le risque ;
- c) L'obligation de veiller à ce que les données à caractère personnel soient exactes et à jour, en informant sans délai le CEA si le Titulaire apprend que les données à caractère personnel qu'il traite sont inexactes ou sont devenues obsolètes ;
- d) Les obligations prévues à l'article 32 du règlement européen sur la protection des données.

7. Données sensibles

Si le traitement porte sur des données à caractère personnel révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que des données génétiques ou des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique, ou des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions (« données sensibles »), le Titulaire applique des limitations spécifiques et/ou des garanties supplémentaires.

8. Sous-traitance ultérieure

Le Titulaire dispose de l'autorisation générale du CEA pour ce qui est du recrutement de sous-traitants ultérieurs sur la base d'une liste convenue **(à fournir par le prestataire ; cf. modèle en fin de clause*)**, et pour les activités suivantes :

- Prestation de maintenance corrective, adaptative et perfective
- Prestation de support / assistance
- Prestation d'administration fonctionnelle
- Prestation de maintenance évolutive

Le Titulaire informe spécifiquement par écrit le CEA de tout projet de modification de cette liste par l'ajout ou le remplacement de sous-traitants ultérieurs au moins 2 mois à l'avance, donnant ainsi au

CEA suffisamment de temps pour pouvoir s'opposer à ces changements avant le recrutement du ou des sous-traitants ultérieurs concernés. Le Titulaire fournit au CEA les informations nécessaires pour lui permettre d'exercer son droit d'opposition.

Lorsque le Titulaire recrute un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du CEA), il le fait au moyen d'un contrat qui impose au sous-traitant ultérieur, en substance, les mêmes obligations en matière de protection des données que celles imposées au Titulaire en vertu des présentes clauses. Le Titulaire veille à ce que le sous-traitant ultérieur respecte les obligations auxquelles il est lui-même soumis en vertu des présentes clauses et du règlement européen sur la protection des données.

À la demande du CEA, le Titulaire lui fournit une copie de ce contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de toute modification qui y est apportée ultérieurement. Dans la mesure nécessaire à la protection des secrets d'affaires ou d'autres informations confidentielles, y compris les données à caractère personnel, le Titulaire peut expurger le texte du contrat avant d'en diffuser une copie.

Le Titulaire demeure pleinement responsable, à l'égard du CEA, de l'exécution des obligations du sous-traitant ultérieur conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le Titulaire informe le CEA de tout manquement du sous-traitant ultérieur à ses obligations contractuelles. Le Titulaire convient avec le sous-traitant ultérieur d'une clause du tiers bénéficiaire selon laquelle — dans le cas où le Titulaire a matériellement disparu, a cessé d'exister en droit ou est devenu insolvable — le CEA a le droit de résilier le contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de donner instruction au sous-traitant ultérieur d'effacer ou de renvoyer les données à caractère personnel.

***Liste des sous-traitants ultérieurs (à fournir par le prestataire) :**

Le CEA a autorisé le recours aux sous-traitants ultérieurs suivants:

Sous-traitant 1 :

- Nom :
- Adresse :
- Nom, fonction et coordonnées de la personne de contact :
- Description du traitement (y compris une délimitation claire des responsabilités dans le cas où plusieurs sous-traitants ultérieurs sont autorisés):

Sous-traitant 2 : ...

9. Transferts internationaux

- a) Tout transfert de données vers un pays tiers ou une organisation internationale par le Titulaire n'est effectué que sur la base d'instructions documentées du CEA ou afin de satisfaire à une exigence spécifique du droit de l'Union ou du droit de l'État membre à laquelle le sous-traitant est soumis et s'effectue conformément au chapitre V du règlement européen sur la protection des données.
- b) Le CEA convient que lorsque le Titulaire recrute un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du CEA) et que ces activités de traitement impliquent un transfert de données à caractère personnel au sens du chapitre V du règlement européen sur la protection des données, le Titulaire et le sous-traitant ultérieur peuvent garantir le respect du chapitre V du règlement européen sur la protection des données en utilisant les clauses contractuelles types adoptées par la Commission sur la base de l'article 46, paragraphe 2, du règlement (UE) 2016/679 le 4 juin 2016 dans une décision d'exécution (UE) 2021/914, pour autant que les conditions d'utilisation de ces clauses contractuelles types soient remplies.

10. Droit d'information des personnes concernées

Le Titulaire, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec le CEA avant la collecte de données.

11. Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le Titulaire doit aider le CEA à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le Titulaire doit répondre, au nom et pour le compte du CEA et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la prestation prévue par le présent accord-cadre.

12. Notification des violations de données à caractère personnel

Le Titulaire notifie au CEA toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance en adressant un email avec accusé de réception à : dpd@cea.fr. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au CEA, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

• Violation de données en rapport avec des données traitées par le CEA

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le CEA, le Titulaire prête assistance au CEA :

- a. Aux fins de la notification de la violation de données à caractère personnel à l'autorité de contrôle compétente/aux autorités de contrôle compétentes, dans les meilleurs délais après que le CEA en a eu connaissance, le cas échéant (sauf si la violation de données à caractère personnel est peu susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques) ;
- b. Aux fins de l'obtention des informations suivantes qui, conformément à l'article 33, paragraphe 3, du règlement européen sur la protection des données, doivent figurer dans la notification du CEA, et inclure, au moins :
 - 1) La nature des données à caractère personnel, y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
 - 2) Les conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
 - 3) Les mesures prises ou les mesures que le CEA propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais ;
- c. Aux fins de la satisfaction, conformément à l'article 34 du règlement européen sur la protection des données, de l'obligation de communiquer dans les meilleurs délais la violation de données à caractère personnel à la personne concernée, lorsque la violation de données à caractère personnel est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques.

• Violation de données en rapport avec des données traitées par le Titulaire

En cas de violation de données en rapport avec des données traitées par le Titulaire, la notification faite au CEA contient au moins :

- a. Une description de la nature de la violation constatée (y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données à caractère personnel concernés) ;
- b. Les coordonnées d'un point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues au sujet de la violation de données à caractère personnel ;
- c. Ses conséquences probables et les mesures prises ou les mesures qu'il est proposé de prendre pour remédier à la violation, y compris pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles

deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais.

13. Mesures de sécurité

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

| | |
|---|---|
| Pseudonymisation des données à caractère personnel (si applicable) | <i>Anonymisation des données pour toutes les applications dont ces données ne sont pas essentielles pour leur maintien en condition opérationnelle.</i> |
| Chiffrement des données à caractère personnel | <i>La transmission de données personnelles s'effectuera uniquement par mail crypté avec clé IGC (INCA).</i> |
| Moyens permettant de garantir la confidentialité et l'intégrité des données | (A compléter par le Titulaire ⁶) |
| Moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et leur accès dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique | (A compléter par le Titulaire ⁷) |
| Procédure visant à tester, analyser, évaluer l'efficacité des mesures de sécurité | (A compléter par le Titulaire) |

14. Sort des données

Au terme de l'accord-cadre, le Titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel au CEA sauf instruction différente reçue du CEA. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du Titulaire. Une fois détruites, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

15. Délégué à la protection des données

Le Titulaire communique au CEA **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

16. Registre des catégories d'activités de traitement

Le Titulaire déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du CEA comprenant les éléments imposés par le règlement européen sur la protection des données.

17. Documentation

Le Titulaire met à la disposition du CEA **la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations** et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le CEA ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

IV. Obligations du CEA vis-à-vis du Titulaire

⁶ Guide de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/un-nouveau-guide-de-la-securite-des-donnees-personnelles>

Vérifier a minima :

- Accès aux locaux contrôlés (alarmes anti-intrusion, détecteurs de fumée, contrôle d'accès dédié à la salle informatique, règles d'accès des visiteurs),
- Accès aux données limitées aux seules personnes habilitées, accès par identifiant / mot de passe régulièrement modifié (<https://www.cnil.fr/fr/authentification-par-mot-de-passe-les-mesures-de-securite-elementaires>),
- Protection du réseau interne (gestion des connexions wi-fi, VPN si accès à distance, limitation des flux réseaux),
- Postes de travail sécurisés avec verrouillage automatique des sessions, pare-feu, antivirus,
- Journalisation des données.

⁷ Guide de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/un-nouveau-guide-de-la-securite-des-donnees-personnelles>

Vérifier a minima :

- Stockage sur réseau,
- Sauvegardes régulières dans un endroit distinct,
- Plan de reprise des données en cas d'incident.

Le CEA s'engage à :

1. Fournir au Titulaire les données visées au II des présentes clauses ;
2. Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le Titulaire ;
3. Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du Titulaire ;
4. Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du Titulaire.